

En Italie, la justice dans le viseur de Giorgia Meloni

L'immigration est au cœur du conflit entre la dirigeante d'extrême droite et la magistrature

ROME - correspondant

La présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, et une partie de la magistrature continuent à s'enfoncer dans un conflit qui a pour principal objet la question migratoire. Les polémiques se sont poursuivies après que les juges, vendredi 31 janvier, ont infligé un troisième revers à la dirigeante d'extrême droite dans la mise en œuvre de son projet albanais. Les centres de détention pour migrants clandestins installés par l'Italie sur le territoire de ce pays des Balkans resteront donc vides. Pour l'instant.

Giorgia Meloni et ses alliés entendent transformer ce nouvel échec en opportunité politique, désignant les juges comme adversaires de l'intérêt national et les accusant de bafouer la légitimité démocratique. Ce discours a pris une dimension nouvelle depuis que son gouvernement est mis en cause dans l'affaire du rapatriement, le 21 janvier, d'un million libyen visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI). En arrière-fond se profile une réforme de la justice, accusée de préparer une reprise en main de la magistrature.

Définition des « pays sûrs »

Interceptés, transbordés, transportés, débarqués sur le sol albanaïs, enfermés, libérés, envoyés finalement en Italie : en moins d'une semaine, les 43 personnes concernées par l'opération visant à gérer une partie des procédures de demande d'asile et dehors du territoire italien ont suivi le même parcours que deux groupes de migrants passés, à l'automne 2024, par le centre de détention de Gjader, en Albanie. De nationalités bangladaise, égyptienne, ivoirienne et gambienne, c'est-à-dire originaires de pays considérés comme sûrs par la loi italienne, ils ont vu leur détention invalidée par la cour d'appel de Rome, vendredi 31 janvier.

Comme en octobre et novembre 2024, les juges ont renvoyé l'affaire devant la Cour de Justice



Des migrants renvoyés vers l'Italie après l'annulation de leur expulsion par Rome, à Shengjin (Albanie), le 1^{er} février. VLASOV SULAJAP

de l'Union européenne (CJUE) au sujet de la définition de la catégorie des « pays sûrs ». Une des décisions de la CJUE, antérieure, implique qu'un Etat ne puisse pas pour l'ensemble de la population et sur l'ensemble du territoire de celui-ci. Ce nouveau camouflet intervient alors que Giorgia Meloni est aux prises avec la justice sur un autre front : la Libye, autre pays constituant une pièce stratégique de sa politique migratoire. Depuis son arrivée au pouvoir, en octobre 2022, la présidente du conseil soigne ses relations avec les potentats libyens qui contrôlent les carrefours migratoires de la Cyrénacique et de la Tripolitaine.

Pour avoir organisé, le 21 janvier, le rapatriement du militaire libyen et criminel de guerre présumé

Osama Najim, brièvement détenu après son arrestation à Turin, sur mandat de la CPI, la cheffe de l'exécutif est visée par une enquête ouverte par le parquet de Rome. Le ministre de l'intérieur italien, Matteo Piantodosi, celui de la justice, Carlo Nordio, et le secrétaire d'Etat à la présidence du conseil chargé de superviser les services de renseignement, Alfredo Mantovano, sont également concernés.

Les passes d'armes entre le gouvernement et les magistrats italiens se succèdent alors que l'exécutif entend mener à son terme une réforme de l'institution judiciaire, historiquement divisée en factions politiques. Visant à séparer les carrières entre procureurs et juges, elle est critiquée par l'opposition et certains magistrats, vue comme susceptible d'affecter

l'indépendance de ces derniers. Les différends entre le pouvoir exécutif, en particulier quand il est aux mains de la droite, et le pouvoir judiciaire sont monnaie courante en Italie depuis les années 1990. Toutefois, le conflit actuel intervient alors que la coalition en place est dirigée par Fratelli d'Italia (FDI), le parti de Giorgia Meloni, proche d'autres formations illibérales européennes qui, au pouvoir, se sont illustrées par leur volonté de mettre au pas les systèmes judiciaires. A l'instar du parti Droit et justice, qui a gouverné la Pologne de 2015 à 2023, et du Fidesz du premier ministre hongrois, Viktor Orbán, ami politique de longue date de la présidente du conseil italien.

« Il faut que les magistrats se souviennent que les lois sont faites au

Parlement. La réforme que nous sommes en train de faire est vouée à retrouver leur pouvoir aux cours politiques de la magistrature », explique le président du groupe FDI au Sénat, Lucio Malan. Le député du même parti, Galeazzo Bignami, cité samedi par l'agence de presse ANSA, dénonce une « attitude de résistance de la part d'une fraction de la magistrature italienne par rapport aux mesures adoptées pour garantir la sécurité et combattre l'immigration irrégulière ».

« Une opération de distraction »

Dans l'opposition, on dénonce le projet albanaïs comme un échec ruineux. « Le gouvernement détourne des ressources considérables pour une opération de distraction visant à faire passer au second plan les problèmes du pays. Alors

que la santé publique est en crise, on envoie des policiers à l'étranger garder des centres de détention vides », accuse Chiara Braga, présidente du groupe du Parti démocrate (centre-gauche) à la Chambre des députés. Le coût de l'opération est estimé à 680 millions d'euros. « Les migrants sont transportés comme des colis entre l'Albanie et l'Italie. Ceux-là mêmes qui ont pu être torturés par des miliciens tel Osama Najim », s'indigne-t-elle.

L'efficacité de ces arguments face au récit que veulent imposer Giorgia Meloni et ses alliés n'a cependant rien d'évident. Le thème lourd et porteur de la « sécurité nationale » qui serait menacée par les juges était au cœur de la déclaration de Mme Meloni lorsqu'elle a annoncé, mardi 28 janvier, faire l'objet d'une enquête dans l'affaire libyenne, se disant « mal aimée par ceux qui ne veulent pas que l'Italie change et devienne meilleure », agitant l'argument des intérêts géopolitiques et de la raison d'Etat pour justifier son action.

Dans les dernières semaines, les intentions de vote de FDI n'ont pas fléchi, d'après les données au 31 janvier du média spécialisé dans les sondages politiques Yourend. Elles ont même progressé pour atteindre 30,1 %, tandis que la coalition au pouvoir dans son ensemble atteignait 49,3 %, le taux le plus élevé depuis le début de la législature, en octobre 2022. « D'un point de vue qualitatif, on constate que le conflit avec la magistrature soude puissamment autour de Giorgia Meloni une majorité dont les composantes peuvent diverger sur les autres sujets », dit le directeur de Yourend, Lorenzo Preglascio. ■

ALLAN KAVAL

Défense : vers un rapprochement entre le Royaume-Uni et l'UE

Un dîner devait avoir lieu, lundi, à Bruxelles, entre le premier ministre britannique et les 27 chefs d'Etat et de gouvernement européens

BRUXELLES - bureau européen
LONDRES - correspondante

Au printemps 2024, quand il était encore chef de file du Labour britannique, Keir Starmer promettait déjà un « reset », une remise à plat des relations avec l'Union européenne (UE). Depuis son entrée à Downing Street, en juillet, il n'a pas cessé d'en parler, mais il n'a déclaré des déclarations d'intention, le rapprochement souhaité entre Londres et Bruxelles n'a jusqu'à présent débouché sur rien de tangible.

Lundi 3 février, le dîner qui doit être organisé, à Bruxelles, entre le premier ministre britannique et les vingt-sept chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE, consacré à une discussion informelle sur la défense, pourrait enfin signer le début de négociations concrètes en vue d'un rapprochement.

A l'agenda, deux sujets pressants, qui ont mis les uns et les autres dos à mur : le retour de Donald Trump à la Maison Blanche et l'avenir incertain de la guerre en Ukraine. Le président américain exige que les Européens portent à 5 % de leur produit intérieur brut (PIB) leurs dépenses de défense, pour assurer davantage la sécurité collective du continent,

aujourd'hui largement assurée par les Etats-Unis. Et il leur reviendra probablement d'apporter des garanties à un éventuel cessez-le-feu ou traité de paix entre l'Ukraine et la Russie, souhaités par Donald Trump. Le Royaume-Uni est confronté aux mêmes problèmes.

Un rapprochement fait donc sens. « Cédiner sera probablement l'occasion pour chacun des camps de dévoiler ses intentions et d'arriver aux lignes rouges », explique Ed Arnold, chercheur au cercle de réflexion londonien Royal United Services Institute.

« Le Royaume-Uni a certes quitté l'UE, mais il n'a pas quitté l'Europe. Et c'est l'une des puissances militaires les plus fortes d'Europe. Nous avons besoin d'une relation mutuellement bénéfique en matière de sécurité et de défense. Un nouvel accord sur ce point est une étape logique », a déclaré Kaja Kallas, la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la sécurité, le 22 janvier. Les pays baltes sont des alliés traditionnels de Londres, mais l'ex-première ministre estonienne n'est pas la seule à espérer un rapprochement. « Le Royaume-Uni fait partie de la défense européenne, c'est un allié incontournable. Alors que les Européens discutent de renforcer leur

« Le Royaume-Uni a quitté l'UE, mais pas l'Europe. Et c'est l'une des puissances militaires les plus fortes d'Europe»

KAJA KALLAS
haute représentante de l'UE
pour les affaires étrangères

qui redoute de froisser l'électorat populaire, a exclu de réclamer un retour du Royaume-Uni dans l'union douanière et le marché intérieur. Il fait aussi face à la pression grandissante de son opposition conservatrice qui réclame qu'il se rapproche plutôt des Etats-Unis pour éviter des droits de douane sur les exportations britanniques. « Le gouvernement britannique reste vague sur ce qu'il souhaite vraiment en matière de défense et de sécurité. C'est probablement pour partie une tactique de négociation, mais il donne aussi le sentiment de ne pas complètement savoir ce qu'il veut », analyse le chercheur Ed Arnold.

Une question de confiance

« Le Royaume-Uni est certes un membre fondateur de la politique de sécurité et de défense commune [un embryon de défense européenne communale], mais il ne montre pas une grande appétence pour un réengagement dans ses missions. Mais il serait intéressé par un accès plus large de son industrie de défense au marché européen et par la possibilité d'achat de matériel plus vite et moins cher », poursuit M. Arnold. Ces hésitations nourrissent la frustration des Vingt-Sept, qui auraient espéré

davantage d'engagement de la part du gouvernement travailliste.

« Il faut que le Royaume-Uni décide ce qu'il veut et s'il veut travailler avec nous », juge le général Slawomir Wojciechowski, représentant de la Pologne auprès des comités militaires de l'OTAN et de l'UE. Côte européenne se pose une question de confiance : les négociations du Brexit ont laissé des blessures non refermées, et les Français n'ont pas totalement digéré que les Britanniques leur aient ravi, dans le cadre de l'alliance Aukus – conclue en 2021 entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie –, le mégacontrat de Naval Group pour livrer des sous-marins à la marine australienne.

Jusqu'à présent, le gouvernement Starmer s'y est montré réticent. « La négociation d'un traité sera probablement longue et difficile », estime Ed Arnold. A court terme, Londres va poursuivre sa stratégie d'alliances bilatérales : en octobre 2024, le Royaume-Uni a signé avec l'Allemagne un accord de rapprochement de leurs industries de défense. Le 6 janvier, Keir Starmer était à Varsovie pour lancer les discussions avec Donald Tusk sur un « pacte » de défense commun. Et il est question que Français et Britanniques ravivent le traité de défense de Lancaster House, signé en 2020. ■

européen au sein de l'Alliance pour pallier un éventuel désinvestissement des Etats-Unis. « Londres pourrait prendre la tête de cette initiative au sein de l'OTAN », suggère le chercheur belge Sven Biscop, de l'Institut Egmont.

Mais Bruxelles semble vouloir mettre comme préalable à tout rapprochement le prolongement par Londres de l'accès des pêcheurs européens à ses zones de pêche ; et un accord sur la mobilité des jeunes Européens facilitant l'accès aux universités et au marché du travail britanniques. Jusqu'à présent, le gouvernement Starmer s'y est montré réticent.

« La négociation d'un traité sera probablement longue et difficile », estime Ed Arnold. A court terme, Londres va poursuivre sa stratégie d'alliances bilatérales : en octobre 2024, le Royaume-Uni a signé avec l'Allemagne un accord de rapprochement de leurs industries de défense. Le 6 janvier, Keir Starmer était à Varsovie pour lancer les discussions avec Donald Tusk sur un « pacte » de défense commun. Et il est question que Français et Britanniques ravivent le traité de défense de Lancaster House, signé en 2020. ■

CÉCILE DUCOURTEUX
ET PHILIPPE JACQUÉ